



HAL
open science

Pour une analyse croisée du genre et des processus révolutionnaires

Abir Kréfa, Sarah Barrières, Saba Le Renard

► **To cite this version:**

Abir Kréfa, Sarah Barrières, Saba Le Renard. Pour une analyse croisée du genre et des processus révolutionnaires. *Le genre en révolution. Maghreb et Moyen-Orient (2010-2020)*, pp.5 - 26, 2023, 10.4000/books.pul.52011 . hal-04765074

HAL Id: hal-04765074

<https://hal.science/hal-04765074v1>

Submitted on 4 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Sous la direction de Sarah Barrières, Abir Kréfa et Saba Le Renard

Le genre en révolution Maghreb et Moyen-Orient, 2010-2020

Introduction

Pour une analyse croisée du genre et des processus révolutionnaires

Abir Kréfa, Sarah Barrières et Saba Le Renard

Éditeur : Presses universitaires de Lyon
Lieu d'édition : Lyon
Publication sur OpenEdition Books : 8 novembre 2023
Collection : Actions collectives
ISBN numérique : 978-2-7297-1424-6



<https://books.openedition.org>

Fourni par Université Lumière Lyon 2



RÉFÉRENCE NUMÉRIQUE

Kréfa, Abir, et al. « Pour une analyse croisée du genre et des processus révolutionnaires ». *Le genre en révolution*, édité par Sarah Barrières et al., Presses universitaires de Lyon, 2023, <https://doi.org/10.4000/books.pul.52011>.

Ce document a été généré automatiquement le 4 novembre 2024.

Le format PDF est diffusé sous Licence OpenEdition Books sauf mention contraire.

Introduction

POUR UNE ANALYSE CROISÉE DU GENRE ET DES PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRES

Abir Kréfa, Sarah Barrières & Saba Le Renard

Au printemps 2019, alors que l'Algérie et le Soudan connaissent une crise politique qui, dans le second cas, s'est transformée en situation révolutionnaire, deux figures deviennent virales : d'une part, une danseuse classique posant sur la pointe des pieds dans une rue d'Alger, loin de la foule protestataire ; d'autre part, une militante vêtue de blanc, souvent associée à l'imaginaire de la *kandaka*¹, debout sur une table, lors du sit-in devant le siège de l'armée à Khartoum au cours duquel les protestataires exigeaient le transfert du pouvoir aux civils. Pendant plusieurs semaines, leurs photographies sont reprises par d'innombrables individus ordinaires sur Internet, mais aussi par des journalistes professionnels pour symboliser le *hirak* algérien² et la révolution soudanaise. La circulation de ces images s'accompagne d'un engouement médiatique pour les féministes algéroises, qui sont collectivement visibles au sein du *hirak* un mois après le déclenchement du mouvement et, quoique plus brièvement, pour le rôle d'avant-garde des Soudanaises dans leur révolution. Les féministes algériennes et les protestataires soudanaises suscitent la curiosité de nombreux journalistes, qui commentent avec étonnement leur existence et leur place dans les grands mouvements sociaux de leur pays.

STÉRÉOTYPES MÉDIATIQUES ET PRODUCTIONS ACADÉMIQUES AVEUGLES AU GENRE

Ces images profanes et professionnelles sont significatives d'un certain nombre de stéréotypes au sujet des sociétés du Maghreb et du

1. Les *kandakat* seraient des reines de l'Antiquité des régions nubiennes. Cependant, Elena Vezzadini montre que cette tenue est aussi et surtout une manière de s'inscrire dans l'histoire longue des mobilisations des femmes au Soudan, qui ont utilisé le symbole de la robe blanche lors de précédentes révolutions. Voir le chapitre « Pour une histoire des mouvements féminins et de leur intersection avec les révolutions (Soudan, 1948-2019) » dans cet ouvrage. Les textes traitent de contextes variés, entre lesquels les normes linguistiques diffèrent, chaque auteur.rice a choisi son propre système de translittération. Lorsque la translittération des termes est devenue courante en français, elle a été privilégiée.

2. Du verbe *taharaka* signifiant « se mouvoir », *hirak* peut être traduit par « mouvement ». Avant sa médiatisation avec la crise politique algérienne de 2019, il avait déjà été utilisé par les manifestant.es marocain.es au Rif pour désigner leur mouvement de protestation à partir d'octobre 2016. Sa première occurrence remonterait à 2007 avec la naissance, au Yémen, du « Hirak Al-Janoubi », le mouvement du Sud (ou sudiste). Sur l'origine du mot, voir Akram Belaïd, « Hirak », *Orient XXI*, 15 novembre 2019, en ligne : <https://orientxxi.info/magazine/hirak,3418> (juillet 2023).

Moyen-Orient, lesquels sont réactivés au cours de ces conjonctures singulières. En premier lieu, les engagements militants des femmes et des féministes sont implicitement tenus pour une nouveauté, ce qui découle de la représentation des femmes des sociétés de la région comme un groupe homogène d'opprimées passives, exclues des espaces publics, voire recluses, dont ne se démarqueraient que quelques « femmes exceptionnelles³ ». Un entichement médiatique similaire a concerné les militant.es gays et lesbiennes tunisien.nes après qu'ils et elles sont devenu.es visibles dans le sillage de la révolution, et auquel.les beaucoup d'articles, de reportages et d'émissions télévisées ont été consacrés, la curiosité découlant de la représentation des sociétés de la région comme particulièrement homophobes et ne pouvant, par conséquent, pas tolérer ce type d'engagement.

Deux autres stéréotypes sont indissociables de cette première série. D'une part, les femmes protestataires sont décrites de manière unidimensionnelle, comme si elles n'étaient définies que par le prisme de leur appartenance de genre. Alors que les Algériennes et les Soudanaises engagées appartiennent à des catégories sociales diverses (allant des classes populaires aux classes moyennes, vivant dans les espaces urbains comme ruraux et occupant des positions différenciées dans les rapports sociaux de race), les deux femmes construites comme icônes sont jeunes et font partie des classes moyennes éduquées et urbaines. Elles correspondent aux normes de féminité dominantes dans les hiérarchies de classe et de race : de peau claire, elles ont des corps minces – ces critères de sélection apparaissant dans les jugements de journalistes qui louent leur « grâce » et leur « beauté ». Elles portent aussi des vêtements et des accessoires incompatibles avec des métiers salissants ou pénibles. D'autre part, les femmes engagées apparaissent comme exceptionnelles, voire extraordinaires. Ainsi, si la militante soudanaise est entourée par une foule de protestataires, dont elle contribue à entretenir l'enthousiasme et la ferveur en scandant et chantant des slogans, l'image diffusée d'elle la coupe progressivement de la foule, jusqu'à la faire apparaître seule.

À rebours de ces stéréotypes, le présent ouvrage restitue la pluralité des luttes, des revendications des femmes et de leurs caractéristiques sociales. Il rompt tout à la fois avec l'esthétisation, qui renvoie les femmes engagées au « beau sexe », et avec le misérabilisme, qui les réduit à des images figées ou à des victimes passives (des régimes, des islamistes ou autres). Ces regards biaisés et déformants, qu'ils soient esthétisants ou misérabilistes, nient leur rôle militant, leur contribution aux mouvements sociaux et les risques qu'elles prennent en affrontant les autorités. Au cours d'une interview publiée par la revue académico-militante *Kohl*, une militante libanaise, dont une vidéo où elle chante est devenue virale, dénonce ainsi

3. Il n'existe pas d'étude systématique concernant les représentations du genre pendant les révolutions. Les affirmations formulées ici s'appuient principalement sur notre suivi de la couverture médiatique des événements (non systématisé). Voir cependant Ibroscheva (2013). Au sujet, plus largement, des stéréotypes sur les femmes et les féministes dans la région, voir Kréfa & Le Renard (2020).

le caractère réducteur de cette « iconisation » à son corps défendant, qui la fait apparaître comme la « face pacifique » du soulèvement populaire de 2019 (Sayegh & Sarah, 2019)⁴.

L'omniprésence des femmes dans les médias⁵ et la récurrence d'un questionnement sur leur présence par de nombreux. ses journalistes contrastent avec la quasi-absence du genre dans les productions scientifiques en langue française sur les crises politiques et les révolutions du Moyen-Orient et du Maghreb⁶. Un grand nombre d'ouvrages, de dossiers de revues et d'articles ont été consacrés, depuis 2011, aux crises politiques et aux révolutions de la région, principalement en anglais, en français et en arabe. Les travaux de recherche sont, une décennie après le début des révolutions, très majoritairement aveugles au genre⁷ (*gender blind*), à part quelques exceptions. Quatre publications majeures, en anglais, s'inscrivent dans les études de genre et féministes : il s'agit des ouvrages collectifs *Rethinking Gender in Revolutions and Resistance* (el Saïd, Meari & Pratt, 2015), *Freedom without Permission* (Hasso & Salime, 2016), *Women's Movements in Post-“Arab Spring” North Africa* (Sadiqi, 2016) et *Women Rising: In and Beyond the Arab Spring* (Stephan & Charrad, 2020). Ces ouvrages portent sur des objets divers : les mouvements féministes, les formes de réappropriation genrée des espaces, la politisation des corps et des sexualités au cours des révolutions et les façons dont le genre a été instrumentalisé dans les processus contre-révolutionnaires. Ils ne s'appuient pas, ou peu, sur la sociologie des mobilisations, des crises politiques et des révolutions. Le présent ouvrage a précisément l'ambition de combiner ces deux champs d'études.

En France, les travaux qui prennent pour objet le genre sont la plupart du temps le fait de jeunes chercheuses, en master, en thèse ou en postdoctorat. Comment peut-on expliquer ce décalage ? Celui-ci s'inscrit d'abord dans une histoire longue de mépris pour les études de genre en France, qui n'est pas spécifique aux travaux sur le Moyen-Orient et le Maghreb, mais qui est peut-être particulièrement accentué pour ces pays. Ainsi, alors qu'en sociologie et en science politique les travaux adoptant une approche de genre se sont multipliés et ont acquis une certaine légitimité depuis la fin des années 2000, le genre reste, au mieux, relégué au statut d'objet secondaire pour la sociologie politique du Moyen-Orient et du Maghreb, en dehors des nouvelles générations.

4. Sauf indication contraire, nous traduisons.

5. D'après les recherches de Mélodie Breton-Grangeat (non encore publiées), la couverture médiatique sur le Yémen échappe à cette règle : les médias français ont par exemple tardivement et rarement relayé la présence des femmes dans les mobilisations.

6. Voir cependant Gillot & Martinez (2016) ; Barrières & Kréfa (2019) ; Benveniste & Pouzol (2019).

7. Voir par exemple, parmi les nombreux numéros consacrés aux révolutions dans des revues francophones, Gobe (2012) ; Bennani-Chraïbi & Fillieule (2012) ; Kienle & Louër (2013) ; Hmed & Jeanpierre (2016) ; Desrues & Gobe (2019) ; ainsi que l'ouvrage collectif consacré au *hirak* algérien de Benderra *et al.* (2019).

Il n'est pratiquement jamais considéré comme un axe analytique transversal. Si, en 2011, les concepts et les méthodes de la sociologie politique sont largement utilisés par les spécialistes du Moyen-Orient et du Maghreb, les « classiques » sur les crises politiques et les révolutions (principalement Michel Dobry et Charles Tilly) sont eux-mêmes aveugles au genre. Dans la continuité de ces travaux mais aussi des ouvrages les plus visibles sur la région, beaucoup des recherches consacrées aux révolutions au Moyen-Orient et au Maghreb portent uniquement sur des hommes, sans pour autant interroger ce fait ni problématiser les masculinités.

Enquêter sur les révolutions du Moyen-Orient et du Maghreb à l'aune du genre requiert une triple compétence : en sociologie politique, en sociologie du genre et sur les sociétés concernées et leurs langues. Or des chercheuses, souvent jeunes, répondant à ces critères se sont heurtées à de nombreux obstacles, d'abord institutionnels, comme la difficulté pour trouver une direction de thèse et des financements sur ces thèmes. Elles ont également été confrontées à des injonctions et à des réassignations de l'entourage professionnel, familial ou amical percevant les pays du Maghreb et du Moyen-Orient comme particulièrement dangereux pour des femmes (*a fortiori* jeunes et partant seules). Alimentées par des stéréotypes courants selon lesquels le machisme serait particulièrement exacerbé et plus répandu dans les sociétés arabes ou musulmanes, ces appréhensions ont été accentuées par l'incertitude de la conjoncture et par la forte politisation des violences sexistes et sexuelles contre les femmes. En définitive, si les crises politiques et les révolutions du Maghreb et du Moyen-Orient ont ouvert la possibilité d'analyser ces dernières à l'aune du genre, les ressources cognitives et dispositionnelles nécessaires (Kréfa & Barrières, 2017) pour franchir ces obstacles expliquent la rareté des travaux. Ces obstacles se sont ajoutés à ceux rencontrés par toutes les personnes souhaitant conduire des recherches sur les révolutions. Ainsi, les situations révolutionnaires s'étant souvent transformées en guerres ou en restaurations autoritaires, l'accès aux terrains a été rendu plus ardu. Les autorisations des institutions académiques sont devenues plus difficiles, voire impossibles, à obtenir. La forte répression des mouvements sociaux, dont ceux de femmes ou de féministes, des minorités sexuelles et de genre, a conduit à des formes d'engagement plus souterraines ou à une redéfinition des objectifs et des revendications. Les désillusions consécutives aux révolutions ont pu rendre les personnes des sociétés concernées moins disposées à répondre à la demande d'enquête une fois l'effervescence révolutionnaire passée, tout en favorisant un sentiment d'illégitimité politique et scientifique chez les chercheurs, particulièrement chez les spécialistes du genre, car « faire du terrain en féministe » suppose d'interroger sa propre posture et son rapport à l'objet d'enquête (Clair, 2016).

DÉCONSTRUCTION DES STÉRÉOTYPES, RENOUVEAUX THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES

Rassemblant des contributions sur tous les pays de la région – à l’exception de la Libye – ayant connu des crises politiques⁸, qu’elles aient ou non abouti à des situations révolutionnaires (Algérie, Soudan, Tunisie, Égypte, Syrie, Yémen, Bahreïn et Liban), cet ouvrage vise à déconstruire les discours et les images les plus répandus, tout en proposant d’autres grilles d’interprétation et d’analyse que celles des productions académiques dominantes. En écrivant et décrivant les événements au masculin supposé neutre, ces travaux laissent en effet le monopole de la production de discours sur le genre et les révolutions au champ médiatique. En délaissant le genre comme catégorie d’analyse, ils ne peuvent complètement expliquer la genèse, les dynamiques et les effets des événements. Déconstruire les stéréotypes au sujet des crises politiques du Moyen-Orient et du Maghreb tout en montrant que, d’une part, le genre est une catégorie d’analyse (Scott, 1988) utile et nécessaire de ces conjonctures singulières et que, d’autre part, celles-ci permettent de renouveler les travaux sur le genre : telle est la double ambition de cet ouvrage. Dix ans s’étant écoulés depuis le début des premières séquences révolutionnaires (2010-2011), il est enfin possible d’analyser les effets des restaurations autoritaires et des guerres sur les rapports de genre.

À partir de décembre 2010, plusieurs pays du Maghreb et du Moyen-Orient ont connu des mobilisations inédites depuis leur indépendance. De grande ampleur, celles-ci ont agrégé des acteurs et actrices occupant des positions diverses dans les rapports d’âge, de genre, de classe, de nationalité et de race, ainsi que des individus, des organisations et des collectifs aux orientations idéologiques différentes, voire rivales et concurrentes, se réclamant du marxisme, de l’islam politique, de la social-démocratie, de l’anarchisme, du féminisme, etc. La classification et la qualification des différentes situations nationales donnant lieu à des débats savants et profanes, des conflits d’interprétation ont émergé dès le déclenchement des événements : s’agit-il de révolutions, de révoltes, d’insurrections, de soulèvements populaires ou de *hirak* ? Variables selon les visions du monde des analystes, des acteurs et des actrices, leur place dans les mobilisations et leurs aspirations, ces classifications ont évolué au gré des dynamiques et des issues des différentes situations. Après avoir, en 2011, caractérisé les situations tunisienne et égyptienne de « révolutionnaires », des participants aux mouvements, des journalistes observateurs et observatrices, mais aussi des sociologues et des politistes les ont ainsi requalifiées par la suite de « révoltes », leurs résultats contrevenant à leurs représentations de ce que

8. Des mouvements importants ont eu lieu depuis 2011 au Maroc, en Irak ou encore dans l’est de l’Arabie Saoudite, mais ils n’ont pas eu la même ampleur ni la même transversalité que ceux que nous explorons ici, et ils ne correspondent pas à la définition des crises politiques énoncée plus loin.

devrait être une véritable « révolution ». Ces requalifications sont particulièrement visibles sous la plume de nombreux journalistes occidentaux évoquant, après l'accession au pouvoir des Frères musulmans en Égypte et du parti Ennahda en Tunisie, « l'hiver islamiste » après le « printemps arabe ».

Pour caractériser les événements et les conjonctures des pays du Moyen-Orient et du Maghreb, cet ouvrage reprend deux notions classiques de la science politique : celle, d'une part, de « crise politique » théorisée par Michel Dobry (1986, 1992) ; celle, d'autre part, de « situation révolutionnaire » élaborée par Charles Tilly (1978). Les pays étudiés dans l'ouvrage ont tous été traversés, selon des séquences temporelles variables, de « conjonctures fluides » ainsi que les a définies Michel Dobry, à savoir des « processus sociaux aboutissant, ou susceptibles d'aboutir, à des ruptures dans le fonctionnement des institutions politiques, pas nécessairement légitimes, propres à un système social » (1986, 1992, p. 14). Ces crises politiques ont été « associées à des mobilisations affectant simultanément plusieurs sphères sociales différenciées d'une même société » (p. 13). La Tunisie est entrée dans une crise politique à la fin du mois de décembre 2010 ; l'Égypte, le Yémen et la Libye en janvier 2011 ; le Bahreïn et la Syrie respectivement en février et mars de la même année ; le Soudan en décembre 2018, l'Algérie en février 2019 et le Liban en octobre 2019. Il importe cependant, ainsi que le rappelle Youssef el Chazli, de « penser les différentes formes et degrés de contestation en continuité » (2020, p. 521). Ces conjonctures fluides ont, en effet, revêtu à certains moments les traits d'une « situation révolutionnaire », à l'exception des cas algérien et libanais. En reprenant les analyses de Lénine et de Léon Trotsky au sujet de la révolution russe de février 1917, Charles Tilly a défini la situation révolutionnaire comme une situation de souveraineté multiple où le régime en place est concurrencé par d'autres groupements soutenus par une fraction significative de la population. Alors que la crise politique soudanaise se transforme en situation révolutionnaire qui culmine au début de l'été 2019, ce n'est pas le cas en Algérie. Au Soudan, un ensemble d'organisations et de collectifs parviennent, avec le soutien des mobilisations massives, à concurrencer la légitimité des militaires au pouvoir, tandis qu'en Algérie le discrédit des institutions en place ne donne pas lieu à l'émergence d'une légitimité alternative, en dépit des tentatives en ce sens de partis politiques et d'associations. Ces derniers n'obtiennent pas l'adhésion du mouvement protestataire et font même l'objet de critiques de la part de nombreux acteurs et actrices du mouvement. Parallèlement, les mobilisations sont en Algérie demeurées nettement plus routinières qu'au Soudan, la mémoire de la « décennie noire » (Baamara, 2016), mais aussi des révolutions syrienne et libyenne qui se sont transformées en guerres, conduisant les protestataires à s'autolimiter.

La notion de « situation révolutionnaire » a rencontré un grand succès en science politique, en raison de son caractère non normatif et de la rupture qu'elle a opérée avec les définitions rétrospectives. Charles Tilly

définit en effet la situation révolutionnaire indépendamment de son issue : celle-ci peut être révolutionnaire lorsque se produit le transfert d'une partie ou de l'ensemble de la souveraineté vers les groupements concurrents, mais ce n'est pas nécessairement le cas. L'issue révolutionnaire peut prendre la forme d'un changement dans la composition des élites politiques dirigeantes ou dans les caractéristiques des institutions du régime, comme cela s'est produit en Tunisie avec l'accès au pouvoir de membres d'organisations des oppositions, légales ou illégales sous Zine el-Abidine Ben Ali (Ennahda, Ettakatol, le Congrès pour la République), parallèlement à la formation d'un champ politique concurrentiel : en Égypte avec l'élection en 2013 du président frère musulman Mohamed Morsi ; en Syrie dans les régions passées pendant un moment sous le contrôle, politique et militaire, des oppositions. Dans ce dernier cas, comme en Libye et au Yémen, la situation révolutionnaire a abouti à la militarisation et à la guerre.

Prendre conjointement pour objet les différents cas nationaux, aux dynamiques divergentes, permet d'étudier de manière à la fois diachronique et synchronique les effets de ces conjonctures non ordinaires sur les rapports de genre. Le genre désigne les processus de différenciation et de hiérarchisation entre les hommes et les femmes. Il est envisagé comme un rapport social au sens d'un rapport d'exploitation structurel, permis et légitimé par un ensemble de représentations différenciant le masculin du féminin. Certaines autrices de l'ouvrage utilisent le concept de rapports sociaux de sexe dans un sens analogue.

Croiser la sociologie du genre et celle des crises politiques ne conduit cependant pas à simplement importer les notions respectives de l'une et de l'autre. Les objets, les concepts et les méthodes en ressortent transformés, ainsi que nous avons commencé à le montrer ailleurs (Kréfa & Barrières, 2019 ; Kréfa, 2021), et cela, doublement. D'une part, le genre décroïssonne l'objet « crise politique », souvent réduit à l'analyse des relations conflictuelles et stratégiques entre les individus et organisations contestataires d'un côté, et les gouvernants de l'autre, les deux parties échangeant des « coups ». Parce que le genre constitue un rapport de pouvoir transversal, les lieux de la conflictualité apparaissent multiples, si bien que les autorités répressives sont des hommes⁹ en uniforme, mais aussi des conjoints, des parents, des amis, des camarades de parti, des participants ou non aux mouvements de protestation, etc. Par ailleurs, les notions de « secteur » (proche de celle de « champ » de Pierre Bourdieu, tout en s'en différenciant), de « déssectorisation » et de « resectorisation », centrales dans l'analyse de Michel Dobry, sont réappropriées à l'aune du genre. Michel Dobry a montré que la déssectorisation constitue la caractéristique majeure des crises politiques. Si, dans une conjoncture

9. Dans certains pays, les corps de la police et de l'armée comptent des femmes (comme en Tunisie et en Algérie), mais il n'existe pas de statistiques à propos de leur importance numérique.

ordinaire, les différents secteurs d'une société fonctionnent de manière relativement autonome les uns par rapport aux autres, ils deviennent fortement interdépendants lors des conjonctures fluides : ce qui a lieu dans un secteur a rapidement des répercussions sur les autres. Symétriquement, les crises politiques prennent fin lorsque les secteurs recommencent à opérer de manière assez indépendante les uns des autres : c'est la resectorisation. Dans la continuité des études féministes et de genre, qui ont critiqué la bipartition public-privé, nous élargissons ici les notions de « secteur » et d'« institution » à la famille, au couple et à l'hétérosexualité. De plus, si le genre est souvent envisagé comme un rapport de pouvoir structurel s'imposant aux individus et aux groupes sociaux, ces derniers l'ayant intériorisé et incorporé, la sociologie des crises politiques invite à prendre en considération conjointement les structures et la rationalité des acteurs et actrices. Les normes et les stéréotypes de genre sont ainsi susceptibles de faire l'objet d'usages stratégiques lors des crises politiques. Pendant la guerre de libération algérienne, les stéréotypes selon lesquels les Algériennes se désintéresseraient de la politique et plus encore de la lutte armée ont permis à beaucoup d'entre elles d'héberger des militant.es et de passer les contrôles des militaires français en transportant des munitions et des informations dans leurs couffins ou sous leurs vêtements, entre autres engagements. À peu près à la même période, des Marocaines engagées dans la guerre anticoloniale ont eu des pratiques similaires (Benadada, 1999).

Produire des savoirs féministes requiert aussi une réflexivité, notamment sur les rapports entre savoir et pouvoir. Cette démarche nous a conduites à inclure dans cet ouvrage à la fois des chapitres se conformant aux règles de l'écriture académique et des entretiens analytiques avec des militantes. L'idée n'est pas d'opposer les contributions de chercheur.es et de militant.es, mais au contraire d'établir un dialogue à la fois réflexif et analytique à voix multiples. En effet, plusieurs auteur.rices de chapitres académiques se reconnaissent à leur manière dans les deux rôles, et deux des militantes interrogées sont aussi impliquées dans le monde de la recherche. Cette réflexivité sur les frontières entre recherche et militantisme, sur la capacité d'analyse des militant.es, sur la place que prennent les chercheur.es et leur position par rapport aux mouvements étudiés s'inscrit dans le sillage de la sociologie des mouvements sociaux et des études de genre. Outre la question de l'engagement des chercheur.es (Broqua, 2009), la sociologie des mouvements sociaux s'est particulièrement interrogée sur les dangers que peuvent faire courir les chercheur.es à leurs enquêté.es dans un contexte répressif, ainsi qu'aux risques auxquels eux et elles-mêmes s'exposent (Boumaza & Campana, 2007). Les études de genre sur le Moyen-Orient et le Maghreb se sont particulièrement posé la question des rapports de savoir-pouvoir auxquels participent des chercheur.es travaillant au sein d'universités occidentales et produisant des connaissances sur des sociétés non occidentales. Elles ont proposé différentes approches pour répondre à ce problème éthique,

lesquelles sont chacune à leur manière ambivalentes (Abu Lughod, 2001). Cette dynamique se reproduit d'ailleurs à l'intérieur des sociétés concernées. Comme le souligne Maha Abdelhamid dans cet ouvrage, ce sont majoritairement des personnes blanches qui écrivent sur le mouvement antiraciste tunisien, tandis que des personnes noires militent. Nous espérons que les entretiens publiés ici permettent non seulement d'interroger cette hiérarchie des rôles, mais aussi d'aborder des actions collectives et des types d'engagements structurellement invisibilisés par le monde académique. Ces entretiens donnent ainsi à voir des militantismes lesbiens, gays, bis et trans (LGBT), queer, antiracistes ou intersectionnels qui se sont déployés ou ont simplement tenté d'exister pendant les crises politiques et les révolutions ou dans leur sillage au Liban, en Tunisie et en Égypte. Ces analyses rappellent à quel point les engagements féministes au Moyen-Orient et au Maghreb se sont historiquement situés sur plusieurs fronts, bien loin de se limiter à la cause des femmes, et encore moins à la simple revendication légaliste d'obtenir davantage de droits pour les femmes : depuis les luttes contre les impérialismes et le capitalisme à celles contre les racismes, les guerres, les nationalismes et l'hétéronormativité. Les luttes ouvrières et syndicales, peu relayées par les médias, ont notamment été centrales dans les crises politiques et les révolutions, quoique à des degrés inégaux : fortes en Tunisie, en Égypte et au Soudan, elles ont été d'une intensité moindre au Yémen, en Syrie et en Algérie, en raison d'une plus faible implantation des syndicats ou de leur plus grande inféodation aux régimes.

LE GENRE, CATÉGORIE D'ANALYSE UTILE ET NÉCESSAIRE DES CRISES POLITIQUES

La première ambition théorique de l'ouvrage est de montrer que le genre est nécessaire à l'analyse tant du déclenchement des crises politiques que de leurs dynamiques et de leurs issues. Avant de devenir une hypothèse de recherche, cette perspective analytique est née d'une intuition alors que nous nous intéressions aux mobilisations en Tunisie, dans un premier temps de manière profane et non savante. En janvier et février 2011, dans les récits de la genèse de la révolution, un rôle majeur a été attribué à la gifle que la policière Fayda Hamdi aurait administrée à Mohamed Bouazizi en pleine rue, dans le centre-ville de Sidi Bouzid, le 17 décembre 2010. Cette atteinte insoutenable à sa dignité d'homme aurait poussé celui-ci à l'immolation. Les enjeux de masculinité et de féminité sont étroitement liés : à cette information, une autre a répondu selon laquelle le jeune homme aurait proféré une injure sexiste à l'encontre de la policière, en désignant ses seins, ce qui aurait provoqué la colère de celle-ci. Pendant plusieurs semaines, ces informations ont fait l'objet d'une vive polémique. Reconnue coupable d'avoir giflé Mohamed Bouazizi, la policière a été, dans un premier temps, emprisonnée, avant d'être innocentée et libérée quelques semaines plus tard. Information fiable ou rumeur infondée,

la gifle infligée par la policière au jeune homme a alimenté les raisons de la colère, et les réactions qu'elle a suscitées mériteraient d'être prises pour objet. Très peu d'analyses de la révolution tunisienne y font cependant référence¹⁰.

Retracer les mobilisations requiert de reconstituer leurs ressorts, qui peuvent être sexués, ce que montrent plusieurs chapitres de l'ouvrage. Ainsi, en Algérie, l'une des raisons de la colère des manifestants, presque exclusivement des hommes au début du *hirak*, est le sentiment d'humiliation d'être représentés au sommet de l'État par Abdelaziz Bouteflika, décrit comme invalide et impuissant. Des enjeux de masculinité ont donc été à l'œuvre, ainsi que l'analyse Abir Kréfa dans ce livre : le 22 février 2019, de nombreux jeunes hommes brandissent dans les rues algériennes le symbole d'invalidité barré d'une croix. Au Yémen, comme le montre Mélodie Breton-Grangeat dans le premier chapitre de cet ouvrage, l'arrestation et l'emprisonnement d'une militante par le régime frappent les esprits : en transgressant une norme de genre majeure (seuls des hommes avaient coutume d'être arrêtés pour sanctionner leur engagement), le régime a alimenté la colère de la population et les rangs protestataires.

Le genre contribue, dès lors, à expliquer le déclenchement mais aussi les dynamiques des crises politiques, qui ne peuvent être réduites à leurs causes initiales : comme le montre Michel Dobry, les crises politiques acquièrent une autonomie (au moins relative) par rapport aux causes de leur déclenchement (1986, 1992). Le *hirak* algérien se féminise très vite, quantitativement et qualitativement, dans le même temps que les enjeux initiaux de masculinité s'éclipsent. L'absence de répression manifeste des autorités et l'entrée des universités – où les étudiantes composent près des deux tiers des effectifs – dans la contestation grossissent les rangs du *hirak* en le féminisant.

Le genre est par ailleurs central dans les procédés de répression des régimes. Il est souvent utilisé de manière stratégique, et conjointement avec la sexualité, la race ou la nation, dans les pratiques et les discours répressifs, pour pousser à la démobilisation des femmes et de l'ensemble des contestataires. Frances H. Hasso, dont Mélodie Breton-Grangeat a traduit un texte dans cet ouvrage, montre que, pour discréditer la révolution au Bahreïn, les agents du régime ont diffusé des rumeurs selon lesquelles les protestataires ont une sexualité débridée et ont entamé un sit-in mixte sur la place de la Perle pour avoir des relations sexuelles. Ce faisant, ils se sont appuyés sur les stéréotypes racialisés dont font l'objet les chiïtes, qui ont été les principaux acteurs et actrices de la contestation. La relative mixité qui s'installe au début de la révolution yéménite sur la place du Changement à Sanaa est désignée par le régime comme

10. Lamia Benyoussef aborde ce récit des premiers jours de la révolution comme une indignation contre une « masculinité humiliée » (2016, p. 51). Sans mobiliser le genre comme catégorie d'analyse, Pierre Robert Baduel attribue cependant aussi un rôle à la gifle de la policière dans la mobilisation initiale, dans un contexte où les affiliations tribales et le respect de l'honneur masculin comptent (2013).

le signe de l'immoralité et de la non-respectabilité des femmes protestataires, ainsi que de l'incapacité des hommes à contrôler leurs femmes. En Égypte, des manifestantes sont arrêtées et soumises à des « tests de virginité », qui constituent en réalité des violences sexuelles. En Algérie, en décembre 2019, les participants et animateurs du *hirak* sont qualifiés d'« homosexuels » et de « traîtres » (à la nation) par le ministre de l'Intérieur, qui joue ainsi sur les stéréotypes faisant de l'homosexualité une caractéristique exclusive des sociétés occidentales. Quelques mois auparavant, des militantes algéroises avaient été forcées de se déshabiller dans un commissariat. Maria Alabdeh et Joseph Daher rappellent dans cet ouvrage qu'en Syrie, dans les localités et les régions insurgées contre le régime, le viol des femmes, engagées ou non, a été utilisé de manière massive pour briser la révolution : d'innombrables Syriennes ont subi des viols dans les prisons mais aussi chez elles, devant des hommes de la famille. De nombreux viols ont été également commis par des miliciens au Soudan contre des femmes insurgées, particulièrement lorsque le pouvoir des militaires a été menacé par le sit-in, au printemps 2019, devant le siège de l'armée, à Khartoum. Si le maintien des mobilisations est tributaire des réactions des hommes et des femmes à ces violences, dans plusieurs cas, les viols de masse ont eu pour effet de faire refluer les mouvements révolutionnaires.

Les désengagements résultent aussi de la division sexuée du travail dans les couples et les familles et, plus largement, des rapports de genre dans les sphères conjugale et familiale. La baisse de l'intensité du *hirak* en Algérie, en mai-juin 2019, s'explique en partie par la démobilisation de nombreuses femmes dont la disponibilité est réduite, entre autres du fait des tâches domestiques. En Syrie, au fur et à mesure que le régime utilise le viol à l'encontre des populations insurgées, l'engagement des femmes devient plus périlleux mais aussi plus difficile du fait de l'accentuation du contrôle des familles. Les rapports de genre dans la sphère militante constituent enfin un autre ressort potentiel de désengagement. Le harcèlement sexuel et le viol de manifestantes en Égypte ont ainsi pu en décourager certaines, même s'ils ont également abouti à d'autres formes d'engagement pour lutter contre ces violences, comme l'explique Shahinaz Abdel Salem dans cet ouvrage.

LE GENRE EN CONJONCTURE DE CRISE POLITIQUE : ENTRE INERTIE ET INNOVATIONS

Les recherches sur le genre mettent le plus souvent en lumière des phénomènes structurels qui tendent à la reproduction. Lorsqu'elles abordent les mutations, celles-ci sont considérées comme des processus de longue durée, parmi lesquels on trouve le rapprochement des taux d'instruction et du niveau d'études des filles et des garçons, la baisse de la fécondité des femmes, la formation de la famille nucléaire, la hausse du taux d'activité des femmes, leur accès à certaines professions, etc. Ces transformations sont la plupart du temps rapportées à d'autres, également de long terme, comme

l'urbanisation, la construction des États-nations, etc. Envisager des changements dans les rapports de genre sur le temps court relève donc *a priori* du paradoxe. Or les crises politiques revêtent plusieurs caractéristiques singulières susceptibles d'autoriser des remises en question, des renégociations, des transgressions et des subversions du genre. Cet ouvrage traite de celles-ci à travers les causes, féminines ou féministes, et les pratiques militantes.

Les crises politiques constituent d'abord un moment de socialisation politique et militante majeure pour d'innombrables personnes ordinaires (Burstin, 2013), qui participent aux mobilisations ou y sont exposées à un moment où la politique devient le centre des discussions dans différentes sphères du monde social : les espaces publics, les lieux de travail et d'études, les espaces privés. Elles peuvent dès lors représenter un moment clé pour le développement du militantisme féminin à moyen et à long terme. Elena Vezzadini montre ainsi dans cet ouvrage que la révolution de 1964 au Soudan a impulsé un engagement féminin « de masse » proche du Parti communiste. Les régimes et les forces politiques de l'opposition qui se sont succédé ensuite ont tenté de mobiliser largement les femmes à travers des organisations réservées à celles-ci, et c'est dans cette histoire que s'inscrit la présence massive des femmes, des fonctionnaires aux vendeuses de rue, en 2018-2019.

Les crises politiques, particulièrement lorsqu'elles prennent la forme de situations révolutionnaires, s'accompagnent par ailleurs de « la sensation de vivre un temps tout à fait particulier, voire exceptionnel » (Burstin, 2013, p. 55). Temps à la fois condensé et étendu, du fait de la succession et de la densité des événements, il « offre aux individus la perception de vivre pleinement leur présent comme temps de la transformation » : un présent qui ne soit pas « prévisible et répétitif » (p. 60-61). Pierre Bourdieu lui-même, dont une grande partie de l'œuvre tend, à travers le concept de l'habitus, à montrer les processus de reproduction de l'ordre social, met l'accent sur les possibles transformateurs entrouverts par cette spécificité du temps, lorsqu'il analyse le « moment critique » de Mai 68 (1984). Alors que le lendemain est ordinairement vécu comme la reproduction d'aujourd'hui, lui-même répétant hier, le futur immédiat apparaît comme indéterminé.

Ces caractéristiques singulières peuvent favoriser une défatalisation de l'ordre social, à savoir une dénaturalisation des rapports sociaux les plus essentialisés, les plus vécus sur le mode de l'évidence. Le genre n'est pas le seul rapport social dont l'arbitraire est susceptible d'être interrogé : c'est le cas aussi, entre autres, de la classe et de la race. Les transgressions et remises en question n'émergent cependant pas du néant et ne sont pas spécifiques aux conjonctures de crise. Les mouvements de femmes ou féministes ont des histoires longues, comme l'ont montré les travaux sur des pays aussi différents que la Tunisie (Marzouki, 1993), l'Algérie (Lalami, 2012), le Soudan (Hale, 1986) et bien d'autres. Si les grèves et les occupations d'usines se sont multipliées lors des révolutions tunisienne et égyptienne, elles n'ont pas constitué un mode de mobilisation inédit. Les luttes de femmes ouvrières et syndicalistes remontent au moins à la

période coloniale, ainsi que le rappelle Sarah Barrières dans cet ouvrage. Si, en Tunisie, la formation d'associations revendiquant la pénalisation du racisme à l'encontre des Noir.es n'a été possible qu'avec la révolution, les résistances individuelles et collectives des Noir.es contre leur infériorisation ne sont pas nouvelles. Bien avant 2011, des militant.es noir.es avaient dénoncé le racisme, mais s'étaient heurté.es au mur du déni ou avaient été contraint.es au silence par les institutions autoritaires, comme le montre l'entretien avec Maha Abdelhamid. Aucun régime, aussi répressif soit-il, n'est parvenu à empêcher les contestations et les revendications, ainsi que l'illustre le cas de la Syrie avant même 2011.

Plus largement, à rebours de la représentation des sociétés arabes ou musulmanes comme figées, un ensemble de travaux ont conceptualisé les formes de résistance, qu'elles soient inhabituelles ou routinières, discrètes ou manifestes, à des lois, à des règles et à des manières de gouverner, ainsi qu'à des normes et à des hiérarchies sociales et notamment le genre (Bennani-Chraïbi & Fillieule, 2003 ; Bayat, 2013 ; Ménoret, 2014). Parmi les tentatives récentes de conceptualisation de ces résistances, l'ouvrage de Sa'ed Atshan analyse par exemple les « politiques de l'ordinaire » de personnes queers palestiniennes non formellement organisées (et parfois méfiantes envers les organisations) mais subvertissant collectivement les normes de genre et de sexualité (2020, p. 67-70). Si de nombreux travaux au Moyen-Orient ont théorisé ces pratiques transgressives, plusieurs ont également critiqué l'impasse que peut représenter « l'idéalisation de la résistance » pour les études sur le genre dans la région, avec différents arguments (Abu Lughod, 1990 ; Mahmood, 2005 ; Le Renard, 2011 ; 2013). Les situations révolutionnaires permettent précisément d'analyser le lien entre pratiques transgressives des règles officielles ou des normes sociales, engagement et revendications.

Du côté de la sociologie de l'action collective mobilisant le genre, de nombreux travaux ont montré les renégociations et les rejets du genre qui peuvent s'opérer à la faveur de mouvements sociaux, mixtes ou non mixtes (Fillieule & Roux, 2009 ; Bereni & Revillard, 2012 ; Bouilly & Rillon, 2016). Les conjonctures de crise n'en produisent pas moins des effets propres, la désectorisation rendant possibles de nombreuses rencontres « improbables » (Porhel & Zancarini-Fournel, 2009). De nouveaux réseaux se constituent, d'anciens s'élargissent, des revendications nouvelles se construisent et d'anciennes se transforment ou se disséminent. Dans beaucoup de cas, les crises politiques et les situations révolutionnaires au Moyen-Orient et au Maghreb ont conduit à une politisation de questions très discutées dans la sphère privée, en particulier entre personnes vivant l'oppression, comme le souligne Maha Abdelhamid dans l'ouvrage au sujet du racisme en Tunisie. Les conjonctures fluides se sont aussi accompagnées d'une intense politisation de l'intime et de la sexualité, qui ont pris la forme de la dénonciation des violences contre les femmes ou de la revendication de pratiques et d'identités non hétéronormées, comme le montrent l'entretien avec Shahinaz Abdel Salem et le chapitre de Florie Bavard et Abir Kréfa. L'engagement syndical

d'ouvrières au cours de la révolution tunisienne a aussi permis, à l'occasion de luttes contre différentes sphères de pouvoir masculines (le patronat, le syndicat et la famille), de remettre en cause les violences sexistes et sexuelles au sein de l'usine et du syndicat, ainsi que de politiser des sujets intimes, comme le conjoint, le mariage ou la sexualité (Barrières, 2019). La participation aux mouvements contestataires des régimes avec une identité politique spécifique peut contribuer à ce que les revendications propres soient davantage prises au sérieux par d'autres groupes et militant.es, ainsi que l'explique Roula Seghaier dans ce livre à propos des collectifs queers et féministes au Liban au sein du mouvement d'octobre 2019.

Contestations des rapports de pouvoir à travers des revendications collectives et transgressions en actes sont allées de pair. La cause des femmes s'est construite au Yémen en même temps que des participantes à la révolution franchissaient les lignes du genre sur la place du Changement. Dans la situation égyptienne, l'engagement révolutionnaire s'est accompagné pour certaines femmes d'une réappropriation de la violence pour pouvoir se défendre, ainsi que de leur résistance à des figures masculines d'autorité au sein de leur famille (Lachenal, 2019). Des catégories de femmes d'habitude structurellement invisibilisées, comme les employées domestiques, ont, dans le sillage de la révolution, revendiqué des droits (Alsheltawy, 2019). Le genre n'en a pas moins structuré la division du travail et de l'espace militants, que ce soit au Yémen, en Syrie, au Bahreïn ou en Algérie. Par ailleurs, si les crises politiques et les situations révolutionnaires sont propices à déplacer les frontières entre le pensable et l'impensable, le juste et l'injuste, l'immuable et le transformable, ces effets potentiels dépendent de l'intensité des mouvements, laquelle est variable d'un pays à l'autre, mais aussi au sein d'un même pays. De ce point de vue, cet ouvrage intègre les nouveaux historiographiques et sociologiques sur les mouvements sociaux, avec une attention aux spécificités locales. Dans le sillage notamment des travaux récents sur Mai 68 (Collectif de la Grande Côte, 2018 ; Fillieule & Sommier, 2018), il décentre partiellement le regard vers d'autres villes et localités que les capitales qui ont le plus attiré l'attention, tant des journalistes que des chercheur.ses. En analysant deux mobilisations syndicales ouvrières dans la région de Mahdia, Sarah Barrières montre que le fonctionnement des collectifs syndicaux et les transgressions (ou non) du genre par les ouvrières ont été façonnés par les histoires protestataires locales et les degrés, inégaux, du mouvement révolutionnaire.

APRÈS LES RÉVOLUTIONS, RETOURS À L'ORDRE ?

Les crises politiques ont-elles été un simple moment, éphémère, de remises en question des rapports de genre, de classe et de race, ou bien ont-elles produit des effets durables ? Suffisamment de temps s'est écoulé depuis le début de la séquence historique ouverte en décembre 2010 pour que des résultats, et dans certains cas des hypothèses (du fait des contraintes d'enquête), puissent être formulés (à l'exception des cas où les crises politiques

sont récentes). En premier lieu, les mobilisations et les engagements se poursuivent, sous des formes et à des degrés variables selon les issues, non définitives, des crises¹¹ : libéralisation relative des institutions politiques, restaurations autoritaires ou guerres. En Tunisie, un mouvement associatif LGBT a émergé dans le sillage de la révolution, dont les militantes et militants, au départ isolé.es, ont gagné des allié.es (Kréfa, 2022), tandis que les mobilisations antiracistes ont conduit à la pénalisation du racisme¹², qui a été une revendication majeure du mouvement. Des associations de femmes à référent islamique se sont formées, alors que l'engagement pour la cause des femmes avait été associé au sécularisme sous l'ancien régime (Kebaïli, 2021). Les syndicalistes femmes se sont également mobilisées pour contester la hiérarchie de genre au sein de l'Union générale tunisienne du travail (Selmi, 2022). Le pays a enfin connu des actions collectives pour le droit au travail, en particulier dans les « foyers de la révolution » (les régions de Kasserine, Thala, Sidi Bouzid), y compris plusieurs années après. Les retours à l'ordre sont en même temps sévères, ainsi que le souligne Sarah Barrières dans ce livre à propos des rapports de genre et de classe, à travers les sanctions ayant ciblé les ouvrières et les syndicalistes mobilisées. Les phénomènes étudiés apparaissent, en définitive, ambivalents, y compris dans le cas de restaurations autoritaires plus précoces, comme dans l'Égypte présidée par Abdelfettah Al-Sissi. Même dans ce cas, les effets des révolutions sont perceptibles, sur les trajectoires d'engagement, mais aussi sur les visions du monde des individus. Florie Bavard et Abir Kréfa montrent ainsi dans cet ouvrage que les révolutions tunisienne et égyptienne ont durablement transformé des dispositions individuelles. En Égypte, des participantes à la révolution se sont politisées sur des questions relatives au genre et à la sexualité et ont redéployé leurs engagements vers des sphères moins contrôlées et visées par les autorités étatiques, tels les espaces artistiques, avec l'interdiction des actions collectives de rue et des activités associatives. Ces résultats rejoignent les observations de Shahinaz Abdel Salem à propos des réactions de jeunes Égyptiennes au harcèlement sexuel dans les espaces publics au Caire.

La militarisation a, quant à elle, bouleversé les formes et les lieux d'engagement, ainsi que les mots d'ordre militants, au Yémen comme en Syrie – l'absence de recherches ne permettant pas d'aborder le cas libyen. Lorsque les révolutions des années 2010 sont devenues des guerres, les hommes ont semblé en grande partie avoir le monopole sur les armes,

11. Pendant la préparation de cet ouvrage, les dynamiques politiques ont pris un autre cours dans plusieurs pays de la région. En Tunisie, le processus révolutionnaire a pris fin avec le coup d'État du 25 juillet 2021. L'état d'urgence est depuis reconduit et la répression policière s'est aggravée, ciblant particulièrement les militant.es féministes et LGBT. Au Soudan, des mobilisations multisectorielles fortement réprimées ont de nouveau eu lieu, à partir du 25 octobre 2021, déclenchées par la décision des militaires d'instaurer l'état d'urgence et de dissoudre les organes de transition issus du compromis d'août 2019.

12. Au moment où nous relisons l'ouvrage en vue de sa parution, les personnes noires et LGBT sont ciblées en Tunisie par de très graves violences de réassignation, qui s'inscrivent dans le processus de retour à l'ordre contesté lors de la révolution.

contrairement à ce qui s'est passé dans différentes luttes armées, notamment anti-impérialistes ou anticoloniales, au Moyen-Orient et au Maghreb, où les femmes, tout en restant généralement assignées à des positions subalternes, ont joué un rôle important (Amrane, 1991 ; Karimi, 2020). Au Yémen, le caractère pacifique de la révolution à ses débuts n'a pas empêché les hommes de se poser en « protecteurs » des femmes, une dynamique qui s'est accrue avec la répression de plus en plus dure par le régime, puis le ralliement au mouvement de la première division armée. Les différents affrontements puis le déclenchement de la guerre en 2015 ont largement amoindri la présence des femmes révolutionnaires dans les espaces publics, et les formes de militantisme se sont transformées, d'une part, vers la revendication d'une meilleure représentation des femmes dans les instances chargées du « processus de paix » et, d'autre part, contre les différentes formes de répression et d'exaction commises par les parties belligérantes ainsi que pour le soin aux démunies. Des processus similaires sont observables pour la Syrie. La militarisation et la guerre ont contraint au redéploiement des revendications et des formes d'engagement des femmes : du travail de construction d'un mouvement révolutionnaire unitaire et du recrutement pour les mobilisations vers un travail de soin et d'éducation et les revendications d'un cessez-le-feu.

Comme dans d'autres contextes, la guerre a généré un fort accroissement du travail pour la survie, qui pèse en grande partie sur les épaules des femmes, du fait des coupures d'électricité, d'eau et des difficultés d'approvisionnement (Ali, 2019). Comme cela a été étudié pour des guerres non issues de révolutions, et notamment en Irak, les femmes sont particulièrement affectées par la dégradation et la destruction des infrastructures hospitalières ou par l'impossibilité d'y accéder, en particulier en tant que mères ou futures mères (al-Ali, 2007), tandis que beaucoup d'hommes sont incorporés, de gré ou de force, dans les forces combattantes. La charge pour les mères face aux risques encourus par leurs enfants, accentuée lorsque les pères sont absents, est très lourde, comme l'ont montré des recherches sur les territoires palestiniens occupés (Taraki, 2006). Cette dynamique semble donc en partie accentuer la division genrée des activités et transforme les formes que prend le militantisme des femmes. Ainsi, dans l'Irak postinvasion américaine, en 2003, le militantisme des femmes, longtemps morcelé du fait de la fragmentation territoriale et communautaire découlant de l'occupation et de la guerre civile, a principalement été tourné vers l'assistance aux plus démunies et notamment aux veuves de guerre, en plus d'un militantisme visant à la participation aux institutions, avant que ne reviennent, plus récemment, des revendications très critiques de celles-ci (Ali, 2018).

Quelles que soient les issues des révolutions analysées ici à moyen terme, nous espérons que cet ouvrage contribuera, par l'approche de genre, à montrer les effets importants et profonds de la défatalisation permise par celles-ci. Malgré les situations plus que critiques dans de nombreux pays, entre guerre, grave crise économique et répression, accentuées par la pandémie que plusieurs régimes ont utilisée pour interdire

toute contestation, les entretiens avec les militantes permettent de souligner la mise en lumière accrue des causes féministes, notamment dans les milieux militants et parmi les nouvelles générations. Dans ce sillage, il serait souhaitable de développer davantage de recherches sur les transgressions postrévolutionnaires des rapports de genre, les appropriations de causes féministes dans les interactions quotidiennes ou encore les transformations des masculinités.

S'il est coutume de répartir les textes d'un ouvrage collectif dans des parties distinctes, il nous a semblé préférable de déroger ici à cette norme. Cette manière de faire aurait en effet été artificielle parce que la plupart des chapitres et des entretiens traitent de plusieurs axes, notamment la dynamique des crises à l'aune du genre, les effets des crises sur les rapports de genre, la pluralité des actions collectives et des revendications. La rareté des recherches sur ces questions a conduit les auteur.rices à aborder autant que possible de manière transversale et interdépendante ces différents axes, pour chaque pays du Maghreb et du Moyen-Orient ayant connu une crise politique, en veillant à ne pas oblitérer les spécificités nationales et locales.

L'ordre des contributions n'est pas pour autant fortuit. L'ouvrage s'ouvre par les processus révolutionnaires ayant commencé en 2010-2011. Dans ce groupe, nous avons différencié les cas où les conjonctures de crise ont abouti à des conflits armés ou à des interventions militaires (Yémen, Syrie et Bahreïn) de ceux où des coups d'État ont mis un terme aux processus de libéralisation (Égypte et Tunisie). Si la plupart de ces textes traitent surtout des rapports de genre, deux abordent respectivement les rapports de classe (celui de Sarah Barrières) et de race (l'entretien avec Maha Abdelhamid) de manière centrale. S'ensuivent les contributions qui portent sur les pays où les crises politiques ont eu lieu en 2018-2019 : l'Algérie, le Liban et le Soudan. Dans ce dernier cas, une temporalité de longue durée a été privilégiée¹³.

Enfin, le dernier chapitre de l'ouvrage met en perspective les analyses présentées avec des travaux portant sur le genre dans d'autres processus révolutionnaires sur lesquels un recul historique est possible, principalement la France (1789 et 1968), la Russie (1917), l'Iran (1979), le Portugal (1974), Cuba (1959) et le Nicaragua (1978-1979). Sans oblitérer la singularité de chaque cas, la comparaison permet de montrer que les dynamiques mises en évidence dans cet ouvrage pour le Maghreb et le Moyen-Orient ne découlent pas de spécificités culturelles. Elles revêtent des similitudes avec d'autres processus révolutionnaires, que ces derniers aient ou non mené à des changements de régime. Sur le plan analytique, le genre apparaît comme une catégorie nécessaire et utile à la reconstitution des processus révolutionnaires, au-delà de ceux du Maghreb et du Moyen-Orient.

13. Nous remercions vivement Lilian Mathieu pour son accompagnement bienveillant et critique dans l'élaboration de l'ouvrage. Merci également à Sophie Bérout pour ses relectures constructives.

Bibliographie

- ABU LUGHOD Lila (2001), « *Orientalism and Middle East Feminist Studies* », *Feminist Studies*, vol. 27, n° 1, p. 101-113.
- (1990), « The Romance of Resistance: Tracing Transformations of Power through Bedouin Women », *American Ethnologist*, vol. 17, n° 1, p. 41-55.
- AL-ALI Nadjé (2007), *Untold Stories. Iraqi Women from 1948 to the Present*, Londres, Zed Books.
- ALI Zahra (2019), « Gender Justice and Feminist Knowledge Production in Syria », Paris, Women Now for Development.
- (2018), *Women and Gender in Iraq*, Cambridge, Cambridge University Press.
- ALSHELTAWY Ranime (2019), « L'organisation des travailleuses domestiques dans le sillage de la révolution égyptienne », *Ethnologie française*, vol. 49, n° 2, p. 323-337.
- AMRANE Djamila (1991), *Les Femmes dans la guerre d'Algérie*, Paris, Plon.
- ATSHAN Sa'ed (2020), *Queer Palestine and the Empire of Critique*, Stanford, Stanford University Press.
- BAAMARA Layla (2016), « L'écart difficile aux routines contestataires dans les mobilisations algériennes de 2011 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 211-212, p. 109-125.
- BADUEL Pierre Robert (2013), « Le temps insurrectionnel comme "moment politique". Tunisie 2011 », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, n° 2, p. 33-61.
- BARRIÈRES Sarah (2019), « Ouvrières en lutte dans la révolution tunisienne : de la résistance au désenchantement », *Ethnologie française*, vol. 49, n° 2, p. 339-355.
- BARRIÈRES Sarah & KRÉFA Abir (dir.) (2019), « Genre, crises politiques et révolutions », numéro complet, *Ethnologie française*, vol. 49, n° 2.
- BAYAT Asef (2013), *Life as Politics. How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford, Stanford University Press.
- BENADADA Assia (1999), « Les femmes dans le mouvement nationaliste marocain », *Clio*, n° 9, en ligne : <http://journals.openedition.org/cliio/1523> (juillet 2023).
- BENDERRA Omar *et al.* (2019), *Hirak en Algérie : l'invention d'un soulèvement*, Paris, La Fabrique.
- BENNANI-CHRAÏBI Mounia & FILLIEULE Olivier (dir.) (2012), « Retour sur les situations révolutionnaires arabes », numéro complet, *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5-6.
- (2003), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BERENI Laure & REVILLARD Anne (2012), « Un mouvement social paradigmatique ? Ce que le mouvement des femmes fait à la sociologie des mouvements sociaux », *Sociétés contemporaines*, n° 85, p. 17-41.

- BENVENISTE Annie & POUZOL Valérie (dir.) (2019), « Corps en colère », numéro complet, *L'Homme & la Société*, n° 209.
- BENYOUSSEF Lamia (2016), « Gender and the Fractured Mythscapes of National Identity in Revolutionary Tunisia », dans Frances S. Hasso & Zakia Salime (dir.), *Freedom without Permission. Bodies and Space in the Arab Revolutions*, Durham, Duke University Press, p. 51-79.
- BOUMAZA Magali & CAMPANA Aurélie (2007), « Enquêter en milieu “difficile” », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 1, p. 5-25.
- BOUILLY Emmanuelle & RILLON Ophélie (2016), « Relire les décolonisations d'Afrique francophone au prisme du genre », *Le Mouvement social*, n° 255, p. 3-16.
- BOURDIEU Pierre (1984), *Homo academicus*, Paris, Éditions de Minuit.
- BROQUA Christophe (2009), « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, n° 75, p. 109-124.
- BURSTIN Haïm (2013), *Révolutionnaires : pour une anthropologie politique de la Révolution française*, Paris, Vendémiaire.
- CLAIR Isabelle (2016), « Faire du terrain en féministe », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 123, p. 66-83.
- COLLECTIF DE LA GRANDE CÔTE (2018), *Lyon en luttes dans les années 68 : lieux et trajectoires de la contestation*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- DESRUÉS Thierry & GOBE Éric (dir.) (2019), « Quand l'Algérie proteste », numéro complet, *L'Année du Maghreb*, n° 21.
- DOBRY Michel (1986, 1992), *Sociologie des crises politiques: la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- EL CHAZLI Youssef (2020), « Révolutions », dans Olivier Fillieule, Lilian Mathieu & Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 521-527.
- EL SAID Maha, MEARI Lena & PRATT Nicola (dir.) (2015), *Rethinking Gender in Revolutions and Resistance. Lessons from the Arab World*, Londres, Zed Books.
- FILLIEULE Olivier & ROUX Patricia (dir.) (2009), *Le Sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po.
- FILLIEULE Olivier & SOMMIER Isabelle (dir.) (2018), *Marseille années 68*, Paris, Presses de Sciences Po.
- GILLOT Gaëlle & MARTINEZ Andrea (dir.) (2016), *Femmes, printemps arabes et revendications citoyennes*, Montpellier, Éditions de l'IRD.
- GOBE Éric (dir.) (2012), « Un printemps arabe ? », numéro complet, *L'Année du Maghreb*, n° 8.
- HALE Sondra (1986), « Sudanese Women and Revolutionary Parties: The Wing of Patriarch », *MERIP Middle East Report*, n° 138, p. 25-30.
- HASSO Frances S. (2016), « The Sect-Sex-Police Nexus and Politics in Bahrain's Pearl Revolution », dans Frances S. Hasso & Zakia Salime (dir.), *Freedom without Permission. Bodies and Space in the Arab Revolutions*, Durham, Duke University Press, p. 105-137.

- HASSO Frances S. & SALIME Zakia (dir.) (2016), *Freedom without Permission. Bodies and Space in the Arab Revolutions*, Durham, Duke University Press.
- HMED Choukri & JEANPIERRE Laurent (dir.) (2016), « Révolutions et crises politiques au Maghreb et au Machrek », numéro complet, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 211-212.
- IBROSHEVA Elza (2013), « The First Ladies and the Arab Spring: A Textual Analysis of the Media Coverage of the Female Counterparts of Authoritarian Oppression in the Middle East », *Feminist Media Studies*, vol. 13, n° 5, p. 871-880, en ligne : www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14680777.2013.838377 (juillet 2023).
- KARIMI Fatemeh (2020), *Les Rapports sociaux de sexe dans les forces politiques communistes kurdes en Iran entre 1979 et 1991 : le Komala*, thèse de sociologie, Paris, École des hautes études en sciences sociales.
- KEBAÏLI Sélïma (2021), *Le Genre de la justice transitionnelle : les effets d'un label international sur des femmes (victimes) en Tunisie (2011-2018)*, thèse de sociologie, Paris, École des hautes études en sciences sociales.
- KIENLE Eberhard & LOUËR Laurence (dir.) (2013), « Économie politique des soulèvements arabes », numéro complet, *Critique internationale*, n° 61, octobre-décembre.
- KRÉFA Abir (2022), « Globalisation, révolution et socialisation : les conditions de formation du mouvement LGBT tunisien », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 5, n° 245, p. 4-19.
- (2021), « Théoriser les révolutions en féministe ou comment genrer un “classique” », dans Anaïs Choulet-Vallet *et al.* (dir.), *Théoriser en féministe*, Paris, Hermann, p. 205-235.
- KRÉFA Abir & LE RENARD A. (2020), *Genre et féminismes au Moyen-Orient et au Maghreb*, Paris, Éditions Amsterdam.
- KRÉFA Abir & BARRIÈRES Sarah (2019), « Genre et crises politiques : apports analytiques et possibles empiriques », *Ethnologie française*, vol. 49, n° 2, p. 213-227.
- (2017), « Ethnographier les mobilisations pour l'emploi à l'aune du genre : rapports à l'objet et relations d'enquête », *Nachaz / Dissonances*, en ligne : <http://nachaz.org/ethnographier-les-mobilisations-pour-lemploi-a-laune-du-genre-rapports-a-lobjet-et-relations-denquete-abir-krefa-universite-lyon-2-centre-max-weber-sarah-bar> (juillet 2023).
- LACHENAL Perrine (2019), « Contrecoups. Représentations et pratiques de la violence des femmes, Le Caire, 2010-2015 », *Ethnologie française*, vol. 49, n° 2, p. 261-275.
- LALAMI Feriel (2012), *Les Algériennes contre le code de la famille*, Paris, Presses de Sciences Po.
- LE RENARD A. (2013), « Young Urban Saudi Women's Transgressions of Official Rules and the Production of a New Social Group », *Journal of Middle East Women's Studies*, vol. 9, n° 3, p. 108-135.
- (2011), *Femmes et espaces publics en Arabie Saoudite*, Paris, Dalloz.

- MAHMOOD Saba (2005), *Politics of Piety. Islam and the Feminist Subject*, Princeton, Princeton University Press.
- MARZOUKI Ilhem (1993), *Le Mouvement des femmes en Tunisie au xx^e siècle : féminisme et politique*, Paris, Maisonneuve & Larose.
- MÉNORET Pascal (2014), *Joyriding in Riyadh. Oil, Urbanism, and Road Revolt*, Cambridge, Cambridge University Press.
- PORHEL Vincent & ZANCARINI- FOURNEL Michelle (2009), « Les rencontres improbables dans les “années 68” », *Vingtième siècle*, n° 101, p. 163-177.
- SADIQI Fatima (dir.) (2016), *Women’s Movements in Post-“Arab Spring” North Africa*, New York, Palgrave Macmillan.
- SAYEGH Ghiwa & SARAH (2019), « “Their Hearts Believe in the Revolution” : A Conversation with Sarah, a Rebel from Tripoli », *Kohl: A Journal for Body and Gender Research*, vol. 5, n° 3, en ligne : <https://kohljournal.press/A-Conversation-with-Sarah> (juillet 2023).
- SELMi Arbia (2022), *Les Mobilisations des femmes syndicalistes pour l’égalité en Tunisie postrévolutionnaire : le cas de l’Union générale tunisienne du travail (UGTT)*, thèse de doctorat de sociologie, Paris, École des hautes études en sciences sociales.
- SCOTT Joan (1988), « Genre : une catégorie utile d’analyse historique », Eleni Varikas (trad.), *Les Cahiers du GRIF*, n° 37-38, p. 125-153, en ligne : www.persee.fr/doc/grif_0770-6081_1988_num_37_1_1759 (juillet 2023).
- STEPHAN Rita & CHARRAD Mounira (dir.) (2020), *Women Rising: In and Beyond the Arab Spring*, New York, New York University Press.
- TARAKI Lisa (dir.) (2006), *Living Palestine. Family Survival, Resistance, and Mobility under Occupation*, New York, Syracuse University Press.
- TILLY Charles (1978), *From Mobilization to Revolution*, New York, McGraw Hill Publishing Company.

